

Communiqué des personnels grévistes du collège Saint-Simon

Ce jeudi 21 mars à 8h10, nous sommes au minimum 8 personnels à avoir décidé de ne pas assurer notre service et de nous mettre en grève pour protester contre la mise en place à marche forcée de la réforme dites du « choc des savoirs », et en particulier contre les groupes de niveaux. Nous avons été rejoints avant la prise de service par de nombreux collègues non grévistes ce jour-là pour une action d'information à destination des parents.

Même si le qualificatif de “niveau” a disparu, le contenu reste celui de “groupes de niveau” puisque **le cadre imposé est beaucoup trop rigide pour mettre en oeuvre des groupes de besoin**. Les groupes de besoin sont des modalités d'enseignement ponctuelles en effectifs réduits. Or les textes imposent que les élèves soient réunis en groupe sur au moins 26 semaines sur les 36 semaines de l'année scolaire et les moyens ne sont pas suffisants pour faire des groupes à effectifs réduits.

Les personnels refusent cette réforme qui fragilise les élèves en cassant les groupes-classes et qui va dégrader les conditions de travail des personnels : ne plus suivre tous les élèves d'une classe est inacceptable pour les collègues de français et de mathématiques, tout comme ne plus enseigner aux mêmes élèves en cours d'année.

De plus, **l'absence de moyens** pour appliquer cette réforme conduit les autres disciplines du collège à perdre l'utilisation de la “marge d'autonomie” des établissements qui sera uniquement consacrée à l'enseignement du français et de mathématiques. Le texte concernant l'organisation du collège permet également de rogner une heure sur l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité : c'est inacceptable.

Nous refusons le modèle de société qui assigne dès l'âge de 11 ans à des parcours dits « des fondamentaux » ou « des approfondissements » et le tri social qu'occasionnera la mise en place de ce système de groupes.

Nous n'avons besoin ni d'uniforme, ni d' enrôlement dans le SNU, ni de manuels labellisés.

Ce qu'il nous faut pour de meilleures conditions de travail ce sont des effectifs réduits à 24 maximum par classe et l'embauche massive de personnel pour accompagner les élèves (enseignants, AESH, AEDs).

NON aux groupes de niveaux et au « choc des savoirs ».

OUI à un plan d'urgence pour l'éducation dans le 31 : embauche de 3000 enseignants, 500 AESH et 300 AED

Nous continuerons à nous battre :

pour notre dignité de professionnel.les de l'éducation,

pour celle des enfants de ce pays qui méritent mieux que ce que leur offre ce gouvernement,

pour un service public d'éducation ambitieux et qui donne à toutes et tous les moyens de réussir.